



HAL
open science

Compte-rendu : Bertrand Hervieu et François Purseigle, Une agriculture sans agriculteurs

Sylvain Brunier

► **To cite this version:**

Sylvain Brunier. Compte-rendu : Bertrand Hervieu et François Purseigle, Une agriculture sans agriculteurs. Sociologie du Travail, 2024, 66 (4), 10.4000/12ziq . hal-04868140

HAL Id: hal-04868140

<https://cnrs.hal.science/hal-04868140v1>

Submitted on 6 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bertrand Hervieu et François Purseigle, *Une agriculture sans agriculteurs*

Presses de Sciences Po, Paris, 2022, 224 p.

Sylvain Brunier

Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7116 du CNRS et de Sciences Po
1, place Saint Thomas d'Aquin, 75007 Paris, France
sylvain.brunier[at]sciencespo.fr

Mots-clés : Agriculture, Agriculteurs, Sous-traitance, Délégation.

L'agriculture française est entrée dans une nouvelle phase de bouleversement, mais cette révolution reste « indicible » car l'exploitation familiale agricole, modèle hérité des politiques de modernisation des années 1960, demeure le seul horizon de la plupart des discours politiques comme des recherches académiques. En développant cette hypothèse, l'ouvrage de François Purseigle et Bertrand Hervieu nous invite à chausser de nouvelles lunettes et à faire sens de phénomènes récents, en apparence disjoints, tels que l'émergence de nouvelles formes juridiques et capitalistiques d'entreprises agricoles, la montée en puissance du travail délégué à des entrepreneurs tiers, ou les diverses expressions du « malaise » des agriculteurs dans l'espace public. Cet ouvrage, court et dense, d'une lecture aisée, tient autant lieu de bilan des recherches conduites par les auteurs depuis 2009 que de prise de position dans le débat public, un peu à la manière du livre d'Henri Mendras (1992), *La fin des paysans*, qui diagnostiquait à la fin des années 1960 « le décès d'une civilisation après dix siècles d'existence ». Si la conclusion se garde de pronostiquer la disparition pure et simple de l'agriculture familiale, l'ambition du livre n'en demeure pas moins de pluraliser les cadres d'analyse et de pointer le poids croissant des « firmes » agricoles.

Dans la première partie, les auteurs s'appuient sur les études statistiques les plus récentes pour pointer l'effacement progressif du caractère familial de l'agriculture française. La démographie du groupe professionnel des chefs d'exploitation agricole est en diminution constante et rapide (1,5 % de l'emploi total en 2021) et sa moyenne d'âge n'a jamais été aussi élevée. Parallèlement, le recours à une main-d'œuvre familiale recule devant la montée du salariat, voire du salariat employé par des entreprises sous-traitantes. En bref, « la population agricole — telle qu'elle est historiquement pensée et professionnellement et politiquement représentée — est en train de disparaître » (p. 28). Les auteurs remarquent que la convergence avec le régime général de l'emploi n'est cependant pas complète : cette population reste par exemple très peu féminisée, les modes de vie et les niveaux de revenus sont extrêmement hétérogènes, et le patrimoine moyen en fin de carrière (750 000 euros net en moyenne en 2021) est le plus élevé parmi les travailleurs indépendants. Cette analyse permet de caractériser la crise des vocations agricoles d'abord comme une crise de la transmission des exploitations. Pour celles et ceux qui

héritent de la terre (81 % des chefs d'exploitation et 52 % des cheffes d'exploitation sont fils ou filles d'agriculteurs), la succession suppose souvent de verser des compensations financières considérables au reste de la fratrie, et de supporter le poids moral d'un échec économique éventuel. Pour les nouveaux arrivants, l'accès à la terre est très difficile, d'autant que les projets qu'ils portent se concentrent essentiellement dans des zones où le marché du foncier est le plus tendu, à proximité des métropoles et des lieux touristiques. Les dispositifs d'accompagnement de ces projets se multiplient, mais leur coordination reste faible et ne dessine pas un « modèle complet et cohérent » (p. 61). Les auteurs pointent alors le rôle des acteurs économiques (coopératives et industries situées en amont et en aval de la production) pour « accompagner les repreneurs d'exploitations dont ils sont partenaires » (p. 64), et l'intérêt qu'il y aurait à les associer aux services de l'État ou aux collectivités territoriales.

La seconde partie montre que la diminution drastique du nombre d'exploitations (390 000 en 2020), divisé par quatre en cinquante ans, va de pair avec une profonde diversification des modèles productifs, des formes juridiques et des organisations du travail. La concentration des terres et des activités est d'autant plus difficile à suivre dans les statistiques publiques que des montages complexes prolifèrent, sous forme par exemple de *holdings* détenant plusieurs sociétés. Les auteurs observent que le vide s'opère par le milieu : ce sont les exploitations moyennes qui disparaissent le plus vite, au profit de l'agrandissement des plus importantes, pendant qu'en parallèle, les projets de microfermes se multiplient bien que leur pérennité soit incertaine. Un des apports majeurs du livre est de montrer que la concentration des exploitations et du foncier renvoie à une pluralité de processus : l'association (entre plusieurs fermes), l'intégration-concentration (verticale et horizontale), l'externalisation (à des entreprises sous-traitantes). D'une manière générale, ces processus conduisent à pousser toujours plus loin la dissociation entre le capital d'exploitation, le travail et la terre, alors même que la réunion de ces trois dimensions était une caractéristique de l'exploitation familiale agricole. Des tâches de plus en plus nombreuses peuvent être déléguées à des entreprises de travaux, jusqu'à dans certains cas la délégation intégrale du travail à des sociétés de gestion qui coordonnent les interventions de ces entreprises. Ces montages permettent à des familles de continuer à bénéficier de la rente foncière du patrimoine dont elles héritent tout en palliant, au moins provisoirement, le non-renouvellement des générations en agriculture. Cette « révolution sociétaire » n'est pas sans conséquence non plus sur la spécialisation des productions, à l'échelle non seulement des exploitations mais aussi des bassins de production. Elle autorise des formes de délocalisation et de dissociation entre lieux de production et habitat des producteurs. Ici encore, les auteurs pointent la nécessité de sortir du cadre conceptuel de l'exploitation familiale, hérité de la sociologie d'Henri Mendras, pour prêter attention à l'émergence de firmes agricoles qui répondent aux exigences de rationalisation portées par les acteurs de l'aval des filières (transformateurs et distributeurs). Cette partie de

l'ouvrage, qui s'appuie sur des enquêtes empiriques originales, est sans aucun doute la plus réussie et la plus stimulante.

La troisième partie met en relation les transformations de l'occupation des espaces ruraux et l'évolution de la place des agriculteurs dans le jeu politique et dans l'opinion. Les auteurs notent que le regard de la société a changé, qu'il se fait plus suspicieux, davantage attentif à la préservation du paysage et de l'environnement. Ce nouveau « droit de regard » est d'autant plus mal supporté par les agriculteurs qu'il s'exerce désormais à l'échelle locale, du fait de la présence de nouvelles populations, mobiles, qui travaillent en ville et vivent en campagne. En bref, « l'environnement local des agriculteurs a cessé d'être un environnement agricole », ce qui entraîne des conflits d'usage des espaces. En dépit de ce malaise grandissant, le groupe professionnel des agriculteurs conserve un poids politique qui excède de loin son poids démographique, du fait d'un appareil institutionnel de représentation et d'encadrement (syndicats, chambres d'agriculture, instituts techniques, etc.) qui n'a d'équivalent dans aucun autre secteur d'activités. La fin de l'ouvrage pointe alors une série de paradoxes qui résonnent tout particulièrement dans le contexte des mobilisations agricoles de l'hiver 2024 : la célébration de la souveraineté alimentaire et la critique du productivisme, le découplage entre ruralité et agriculture, la revendication simultanée de la singularité des problèmes agricoles et de la volonté de parité avec le reste du corps social, la disparité croissante des statuts et des identités au sein de la population agricole, l'artificialisation toujours plus poussée du travail du vivant, la recherche du soutien des pouvoirs publics et la défiance vis-à-vis de l'État. Les auteurs plaident ainsi pour un *aggiornamento* général des regards portés sur l'agriculture, de la part des organisations syndicales et politiques, et même de la recherche afin d'acter le fait que l'exploitation familiale ne peut plus constituer le seul cadre de référence pour penser les recompositions contemporaines du travail et de la production agricole.

Si cette proposition ouvre des perspectives de recherche passionnantes, un point ne peut manquer de laisser le lecteur s'interroger : quelles sont les causes de la mutation pointée dans l'ouvrage ? Le raisonnement pointe en effet simultanément le manque de cohérence des politiques publiques, le poids croissant des acteurs agro-industriels situés en aval de la production, les transformations des modes de vie et des mobilités, la montée des préoccupations environnementales et les réglementations européennes, les effets de la rente foncière, ou encore la complexification des montages juridiques et des organisations de travail. Mais il n'est pas toujours aisé de sortir d'une lecture contextuelle et de distinguer des causes et des conséquences parmi cet écheveau. On serait tenté de penser que si cette agriculture « sans agriculteurs » n'est plus seulement une « affaire de famille » ou une « affaire d'État », elle est plus que jamais une affaire de capital et d'intégration industrielle. L'ouvrage, et ce n'est pas la moindre de ses qualités, entraîne ainsi le lecteur à espérer le développement de nouveaux travaux de recherche pour documenter le poids spécifique des acteurs situés en amont et en aval des fermes pour comprendre comment ils influent sur les politiques publiques, la rente foncière, la

raréfaction des ressources, ou encore des luttes syndicales, pour alimenter ce processus de rationalisation sans fin.

Mendras, H., 1992, *La fin des paysans*, Arles/Lausanne, Actes Sud/L'Aire.